

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Pacte du Grütli 3

En cas d'adhésion à l'UE, la Suisse aura besoin d'un nouveau Pacte du Grütli



Immigration 8

La politique en matière d'immigration doit redevenir autonome en Suisse



Conseil des Etats 12

Le Conseil des Etats refuse de retirer la demande d'adhésion à l'UE



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Pas de libre-échange agricole avec l'UE

Le Conseil national a accepté trois motions empêchant le libre-échange agricole avec l'UE. L'auteur de l'intervention la plus importante, qui exige l'arrêt total des négociations, est l'UDC Rudolf Joder. Pour autant que le Conseil des Etats suive le National, aucun accord de libre-échange agricole avec l'UE ne verra le jour.

Pour l'UDC, il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction. Il y a lieu de faire savoir à l'UE que la Suisse veut préserver sa souveraineté, raison pour laquelle elle ne se lie pas sur le plan institutionnel ni ne reconnaît de juges étrangers. Ainsi, il faut aussi

mettre un terme à toute négociation en vue d'une intégration institutionnelle.

L'UDC est à ce jour le seul parti à s'opposer de manière cohérente à une adhésion à l'UE et à appeler les problèmes de la libre circulation des personnes et de Schengen par leur nom. Les autres partis continuent à glisser vers l'UE, même en année électorale. Les partis



Le Conseil national a tranché: c'est Non à l'accord de libre-échange agricole avec l'UE. Maintenant la balle est dans le camp du Conseil des Etats.

du centre affirment certes qu'ils auraient laissé tomber l'objectif d'une adhésion à l'UE. Dans les faits, ils font l'inverse, en refusant par exemple le retrait de la demande d'adhésion à l'UE tant au Conseil des Etats qu'au Conseil national. Les partis du centre veulent donc toujours rejoindre l'UE.

Une fois les élections passées, ils reprendront les négociations avec l'UE concernant la reprise impérative du droit européen.

La cessation du libre-échange agricole est une première étape d'un long processus, par lequel l'UDC est le seul parti à lutter avec détermination contre une adhésion de la Suisse à l'UE.



L'UDC, une force fiable

Les droits du peuple sont de plus en plus souvent bafoués par le Conseil fédéral et le Parlement. Il est à prévoir que l'initiative UDC sur le renvoi acceptée par le peuple et les États ne sera pas appliquée conformément à la volonté du peuple. Les experts fédéraux veulent « vendre » le contre-projet rejeté du Conseil fédéral et du Parlement par la petite porte, en le faisant passer pour la mise en œuvre de l'initiative. Une fois de plus, les citoyens sont pris pour des imbéciles.

L'UDC n'acceptera pas que la nouvelle disposition constitutionnelle ne soit pas appliquée correctement. Ce que désire le Conseil fédéral est qu'à l'avenir, les initiatives populaires qui ne lui conviennent pas ne soient plus du tout soumises au peuple ou alors avec un « avertissement ». Par le renvoi au droit international, le Parlement souhaite restreindre les droits du peuple, conformément à la volonté du Conseil fédéral.

Le Parlement non plus ne se préoccupe guère de ce que veut le peuple. Bien qu'une grande majorité de la

population suisse ne souhaite pas l'adhésion de notre pays à l'UE, le Parlement a une fois de plus rejeté, lors de la session d'été écoulée, la requête de l'UDC de retirer la demande d'adhésion à l'UE. Le PDC et le PLR ne se lassent pas d'affirmer qu'eux aussi seraient contre une adhésion à l'UE. On attend cependant toujours la preuve de leurs dires par des actes. Jusqu'aux élections, on prend garde à ne pas parler de la politique européenne et après les élections, tous les autres partis voudront à nouveau lier la Suisse à l'UE sur le plan institutionnel, sous couvert d'une « approche d'ensemble et coordonnée » (AEC). Ceci signifierait la reprise obligatoire du droit européen à l'avenir, ce qui, de fait irait même plus loin que l'adhésion à l'EEE rejetée à l'époque par le peuple.

La fiabilité en politique est devenue une denrée rare et l'UDC est seule à en faire preuve. On peut citer comme exemples récents l'attitude versatile du PDC en matière de libre-échange agricole, le non-positionnement du PLR sur la question de l'énergie ou la destitution du procureur général de la Confédération, où tous les partis sauf

l'UDC ont affirmé leur soutien à sa réélection pour ensuite, secrètement, ne pas le réélire. Ces exemples illustrent qu'il y a lieu de renforcer les forces politiques exerçant une politique constante, fiable et rectiligne.

L'UDC est à ce jour le seul parti à lutter en affichant clairement ses intentions, à défendre même des positions désagréables et impopulaires, à secouer les tabous et à prendre position de manière ferme et transparente. La base de notre politique est un programme de parti qui restera valable même une fois les élections passées. Il est par conséquent nécessaire de tout mettre en œuvre en vue d'un succès aux élections fédérales du 23 octobre 2011. C'est la seule manière de réintroduire confiance et fiabilité au sein de la Berne fédérale.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

La newsletter de l'UDC Suisse
DÉJÀ ABONNÉ ?

Inscrivez-vous gratuitement sur www.udc.ch
et recevez tous les communiqués et toutes les nouveautés de l'UDC Suisse directement sur votre messagerie.



Rapport des cadres UDC au Grütli

La direction de l'UDC Suisse a convoqué les cadres de l'UDC sur le Grütli. Pour toutes les Suissesses et tous les Suisses, le Grütli est lié à l'histoire de la fondation de la Confédération suisse. C'est en ce lieu chargé d'histoire que nous nous souvenons du pacte des Confédérés de 1291. Cette petite prairie est porteuse d'un grand message: nous voulons décider librement de notre avenir. Liberté égale autodétermination. Nos ancêtres se sont battus pour ces principes, avec courage et en engageant si nécessaire leur vie.

La direction et les cadres du parti UDC se sont retrouvés le 27 mai dernier sur le Grütli. Pour

toutes les Suissesses et tous les Suisses, cette prairie est indissociablement liée à l'histoire de la fondation de la Suisse. En ce lieu, la majorité des citoyens se sont souvenus au moins une fois durant leur scolarité du pacte des Confédérés de 1291. Modeste, mais chargée de symboles, la prairie du Grütli, qui est propriété nationale, illustre bien la divergence fondamentale entre la Suisse et les pays environnants où des monuments de prestige rappellent les rois et les grands du pays. Le Grütli incarne la liberté et l'autodétermination. En 1860, la Société suisse d'utilité publique (SSUP) en a fait cadeau à la Confédération comme «propriété nationale inaliénable». On lit ce qui suit dans une lettre adressée le 16 mars 1860 par la SSUP au Conseil fédéral (trad.): «Nous vous prions donc d'accepter ce cadeau que nous vous offrons au nom de tout le peuple et d'être un fidèle gardien du Grütli afin que cette prairie reste jusqu'en des temps lointains un symbole pur et modeste de notre liberté.»

L'UDC a réuni ses cadres pour un rap-

port sur le Grütli. A côté de l'historien Peter Keller, qui a exposé l'importance du Pacte fédéral, le conseiller fé-

sa souveraineté, il faut conclure un nouveau pacte du Grütli. La Suisse dans l'UE n'est plus la Suisse.



Ueli Maurer, conseiller fédéral, Toni Brunner, président de l'UDC et Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral ont entouré les Waldstättten sur la prairie du Grütli lorsque ces derniers ont déclaré tenir fermement à l'indépendance de la Suisse.

déral Ueli Maurer a évoqué l'histoire et la force du Général Guisan durant la Deuxième Guerre mondiale. Toni Brunner, président du parti, a appelé les cadres de l'UDC à s'engager sans discussion pour la Suisse.

Chez nous, le citoyen est souverain. La volonté du peuple s'applique. L'Union européenne est le contraire du principe du Grütli. Nous autres Suissesses et Suisses, nous devons nous préparer au pire des cas: **si la Suisse abandonne**

Des représentants des sections cantonales UDC des Waldstättten se sont engagés hier sur le Grütli à fonder une nouvelle Confédération au cas où la Suisse adhérerait à l'UE. Ils ont invité l'UDC Suisse à examiner les moyens et procédures nécessaires à cet effet. Les anciens Confédérés ont dû arracher leur liberté à une puissance prétendument plus forte. Les Confédérés d'aujourd'hui en feront autant.

Sur son portail internet, la SSUP définit le but du site internet Grütli

comme un lieu d'échange sur notre pays et ses valeurs.

La SSUP a cependant décidé de manière autoritaire et sans consulter personne que les partis politiques n'étaient pas les bienvenus sur le Grütli. Les partis politiques ne doivent pas avoir besoin de demander une autorisation pour organiser de petites manifestations internes. Une demande ne doit être faite que pour des grands rassemblements.

4 Pacte fédéral

Petit pacte – grand effet

La politique, c'est assumer ses responsabilités dans son propre entourage. Cette pensée est le fondement du pacte fédéral de 1291. Ce document fait partie d'une réaction en chaîne qui a finalement donné naissance à la Suisse. Notre pays n'a pas d'heure de naissance précise. La Suisse s'est développée de bas en haut. Comme une herbe qui pousse sur le Grütli, grâce aux vaches et aux engrais naturels qu'elles y déposent.



par Peter Keller, historien et rédacteur au journal Die Weltwoche

- Discours prononcé le 27 mai 2011 sur le Grütli

La prairie du Grütli a inspiré les plus grands esprits. En tout premier lieu, le poète allemand Friedrich Schiller. Dans sa pièce Guillaume Tell, il donne une indication bien connue pour la mise en scène, dans laquelle il précise comment la scène doit être décorée et quelle est l'atmosphère qui doit en émaner.

Une prairie entourée de hauts rochers et de forêts. (...) A l'arrière-plan, on voit le lac, sur lequel on aperçoit au début un rayon de lune. (...) Il fait nuit noire sur la scène, seuls le lac et les glaciers blancs brillent dans la lumière de la lune.

C'est ainsi qu'un romantique allemand a décrit le Grütli, alors qu'il n'était personnellement jamais allé au Lac des Quatre-Cantons. Le président plutôt terre à terre d'un parti politique suisse a quelque peu raccourci la description poétique de Schiller. Il déclarait en 2007 : Le Grütli ? C'est une prairie avec des bouses de vaches.

A l'époque, cette phrase a suscité une réaction de surprise et d'indignation. Notre lieu sacré national ne serait-il donc rien qu'une prairie avec quelques bouses de vaches ? Cer-

tains se sont sentis très offensés. Mais c'étaient seulement ceux qui n'avaient rien compris ni au Grütli ni au pacte fédéral, ni aux fondements de notre Confédération.

Ni national ni sacré

Car notre lieu sacré national n'est justement ni national, ni sacré. En réalité, le Grütli est un bien de consommation. Et à quoi cette prairie sert-elle ? A faire paître les vaches. Avec tout ce qui s'ensuit.

Dans quel pays pouvez-vous transformer le lieu sacré national en place de pique-nique et y faire rôti un cervelet sur un feu de bois ? Seulement en Suisse.

Nous avons donc bien raison de conserver cet esprit populaire du Grütli. Et de le protéger des défenseurs autoproclamés de la prairie. Je suis donc tout particulièrement heureux et fier que l'UDC Suisse rende hommage au Grütli et que ce président de parti de 2007 y soit présent aujourd'hui, même si ce n'est plus qu'en tant que conseiller fédéral. Nous avons le plaisir de saluer le chef du Département de la Défense, de la protection de la population et des sports, Ueli Maurer.

[...]

Le pacte a été signé au début d'août 1291. Le moment est important, car peu avant, le 15 juillet, l'empereur allemand Rodolphe 1er de Habsbourg est décédé. Il est encore difficile de prévoir qui pourra prendre le pou-

voir dans l'empire. C'est pourquoi les gens responsables des vallées d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald font ce que tout chef prudent aurait fait en un tel moment : ils font œuvre de prévention. Ils établissent une sécurité juridique. Car l'anarchie menace. Ce pacte précise ainsi les mesures à prendre en cas de meurtre, en cas d'incendie, en cas de disputes sur des questions d'argent ou autres.

Il s'agit là de questions de droit civil et de droit pénal. Ennuyeuses, mais nécessaires. Le pacte répond aux besoins de la vie de tous les jours. Il n'est pas spectaculaire pour quatre sous. Une prairie parsemée de bouses. Un pacte avec quelques mots. C'est tout sauf pompeux. Tout l'opposé du château de Versailles, de l'arc de Triomphe ou des Champs Élysées.

Contre la «malice des temps»

Je me souviens très bien de la première fois où, alors que j'étais encore écolier, je me suis trouvé devant la vitrine où l'on peut voir le pacte fédéral à Schwyz. Le cœur battant, j'ai monté les marches qui mènent aux archives, pour découvrir ce tout petit morceau de papier. Absolument sans ornement. A peine plus grand qu'une page A-4.

Ce n'est que bien plus tard que j'ai réalisé que la grandeur du pacte fédéral n'a rien à voir avec sa petite taille. Qu'elle réside dans le fait que nos prédécesseurs ont su régler sur une seule page les principales questions qui se posaient. A titre de comparaison : le

“ En réalité, le Grütli est un bien de consommation. ”

message du Conseil fédéral relatif à la politique agricole 2014/17 couvre 298 pages. Il faudra au moins deux semaines à un paysan pour savoir comment il doit gérer son exploitation agricole selon les principes définis par les bureaucrates de l'agriculture.

Mais le pacte fédéral est différent. Il lui suffit de 17 lignes sur 32 centimètres par 20 centimètres. Le pacte fédéral est un objet de consommation, mais avec des «effets secondaires». Car les gens des communautés des vallées, «considérant la malice des temps», se sont engagés à se prêter les uns aux autres secours, appui et assistance. Il s'agit bien ici d'une alliance de protection, «dans leurs vallées», comme c'est indiqué, «et au-dehors», «contre celui et contre tous ceux qui, par n'importe quel acte hostile, attenteraient à leurs personnes ou à leurs biens (ou à un seul d'entre eux), les attaqueraient ou leur causeraient quelque dommage.»

[...] Et nous arrivons ainsi au cœur du pacte fédéral : «d'un accord unanime, nous avons juré, statué et décidé que nous n'accepterions et ne reconnaitrions en aucun cas dans lesdites vallées un juge qui aurait payé sa charge de quelque manière, soit en argent soit à quelque autre prix, ou qui ne serait pas de chez nous et membre de nos

Le sens se clarifie a posteriori

Bien des professeurs écrivent aujourd'hui des thèses entières pour expliquer à quel point le pacte fédé-



L'historien Peter Keller a su intéresser son auditoire - et tout particulièrement le conseiller fédéral Ueli Maurer - lors de son discours du 27 mai

ral est sans importance. [...] En 2008, l'historien Roger Sablonier a publié un livre intitulé: «Gründungszeit ohne Eidgenossen». Sa thèse centrale: les gens de Suisse centrale n'ont pas du tout eu l'intention, en 1291, de créer une Confédération. Le pacte ne parle ni de liberté, ni de résistance ni de fondation. La noblesse régionale aurait seulement eu pour objectif, grâce au pacte, d'établir sa propre domination sur la région.

Peut-être bien. Il est tout à fait possible que ces quelques personnes n'aient, à l'époque, eu aucune intention de créer une alliance défensive contre

les Habsbourg. Qu'ils n'aient pas pu prévoir que ce petit bout de parchemin serait suivi des grandes guerres d'indépendance de Morgarten et de Sempach. Mais c'est ainsi qu'il en va en politique. Ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais les résultats.

Aujourd'hui, c'est en Suisses libres que nous nous tenons sur la prairie du Grütli. [...]

A-t-on, comme l'affirment les textes anciens, renversé les bourgeois et chassé les baillis après 1291? La recherche historique tend à montrer qu'il n'en fut rien. Guillaume Tell a-t-il existé? Qu'en est-il du serment du Grütli? De l'histoire de Gessler?

C'est le résultat qui compte. Aux XIV^e et XV^e siècle, la Confédération s'est construite d'elle-même. Les Landsgemeinde ont vu le jour, rassemblant tous les habitants d'un territoire, qui se choisissent eux-mêmes leur Landamann. C'est la forme d'origine de la démocratie. Alors que dans

toute l'Europe, la noblesse renforce sa position et les monarchies s'installent confortablement, les structures aristocratiques disparaissent en grande partie en Suisse.

Une croissance de bas en haut

Le pacte fédéral fait partie de cette réaction en chaîne, qui a finalement donné naissance à la Suisse. [...] La Suisse est le résultat d'un processus de croissance. Du bas vers le haut. Comme l'herbe qui pousse sur le Grütli grâce aux vaches et à l'engrais naturel qu'elles laissent derrière elles. La Suisse n'a pas besoin de visions. Le pacte fédéral est une anti-vision. Il est là pour que nous nous souvenions que nous avons des responsabilités à prendre autour de nous. Que nous portons chacun la responsabilité de nos destins. Que nous ne tolérerons ni juge ni seigneur étranger. C'est là toute la grandeur historique du pacte fédéral, et c'est aussi la mission qu'il nous donne dans le présent.

“ *Le Pacte du Grütli est tout l'opposé du château de Versailles, de l'arc de Triomphe ou des Champs-Élysées.* ”

communautés.» En d'autres termes: Nous ne tolérerons pas de juges étrangers. Et pas de juges qui auraient acheté leur charge. Et au Moyen-Âge, les juges sont aussi les seigneurs. On ne tolère donc pas non plus de seigneurs étrangers dans notre pays.

6 Assemblée des délégués

Il faut limiter l'immigration

Avec l'introduction de la libre circulation des personnes et l'ouverture des frontières dues à la mise en oeuvre des accords de Schengen/Dublin, la Suisse a complètement perdu le contrôle de son immigration. Au monde, il n'existe aucun autre pays industrialisé qui ouvre ainsi ses frontières. Avec plus de 20% d'étrangers vivant en Suisse, notre pays fait figure d'exception. Toutefois, les conséquences négatives sont nombreuses: augmentation des loyers, pénurie de logement, prix du terrain, consommation d'énergie, résultats scolaires, coûts de la santé, mise en péril des institutions sociales sont des exemples édifiants de la gravité de la situation.



En haut à gauche: Dominique Baettig, conseiller national jurassien a été convaincu par la proposition d'initiative. Ci-dessus, le conseiller fédéral Ueli Maurer répond aux sollicitations de la presse et dit pourquoi il soutient l'initiative pour la limitation.



Les 420 délégués présents ont soutenu à l'unanimité le principe de lancer une initiative populaire pour limiter l'immigration.



Martin Baltisser, secrétaire général, Ueli Maurer, conseiller fédéral et Toni Brunner félicitent le vote des délégués.



Toni Brunner, président du parti, s'affiche aux côtés de Zottel, la mascotte du parti.

en Suisse

La Suisse a perdu le contrôle de l'immigration. L'afflux d'immigrants en Suisse ne cesse de croître et la Suisse n'a aucun moyen de maîtriser et de limiter efficacement l'immigration. Cette situation s'explique par la libre circulation des personnes avec l'UE, l'ouverture des frontières et les

problèmes persistants de l'asile. Les conséquences négatives de cette immigration sans borne sont de plus en plus perceptibles. Il est grand temps que la Suisse retrouve les moyens de maîtriser l'immigration et de limiter le flot d'étrangers arrivant dans le pays. La direction

de l'UDC propose donc à l'assemblée des délégués de lancer une «initiative populaire pour la limitation».

Les délégués ont approuvé par 420 voix, soit à l'unanimité, le lancement d'une initiative pour la limitation de l'immigration.

Dispositions-clés d'une initiative populaire pour limiter l'immigration

Le comité central propose à l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse de lancer une initiative populaire avec les dispositions-clés suivantes :

- la Suisse doit à nouveau pouvoir gérer de manière autonome l'immigration d'étrangères et d'étrangers.
- l'immigration doit être limitée par des plafonds annuels et des contingents pour toutes les autorisations relatives au droit des étrangers et au droit d'asile.
- la Suisse tient compte de ses intérêts économiques généraux ainsi que de ses besoins en main-d'œuvre en attribuant des autorisations de séjour, d'établissement et de frontaliers. Le principe de la priorité des nationaux doit être appliqué.
- des critères doivent être définis pour l'octroi d'autorisations de séjour et d'établissement, soit en particulier la demande de l'employeur, la capacité d'intégration et une base existentielle suffisante et indépendante.
- il n'existe pas de droit établi à un établissement durable, au regroupement familial ou aux prestations sociales.
- il n'est pas permis de conclure des traités internationaux qui sont en opposition avec ces principes.
- Les traités internationaux en contradiction avec la nouvelle disposition constitutionnelle doivent être adaptés ou résiliés.

La direction du parti est chargée, sur la base de ces dispositions-clés, d'élaborer et d'adopter un texte d'initiative afin de pouvoir débiter la récolte des signatures dans les meilleurs délais.

Einsiedeln, 28 mai 2011

8 Immigration

Initiative pour la limitation d

C'est indiscutable que l'économie a besoin de suffisamment de main d'oeuvre. Ce qui est important, c'est que l'immigration reste sous contrôle. La Suisse s'est retirée elle-même son pouvoir de décision. Aucun autre pays industrialisé ne s'est jamais privé de ses outils de contrôle de l'immigration. Ainsi, même des terres d'immigrations comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie n'ont jamais pratiqué une politique semblable à celle de la Suisse d'aujourd'hui. Durant les quatre dernières années, le solde migratoire est supérieur à 330'000 nouveaux immigrants en Suisse.

par Yvette Estermann, conseillère nationale, Kriens (LU) et par Luzi Stamm, conseiller national, Baden-Dättwil (AG)

Depuis 1960, la population résidente de la Suisse a augmenté de 45%. Durant cette même période, la proportion d'étrangers a plus que doublé pour passer de 9,6 à 22%.

L'argument le plus fréquemment avancé en faveur de cette immigration incontrôlée est que les étrangers vont sauver notre AVS. A première vue, cela semble bien être le cas. En 2009, les étrangers ont généré 26,7% du revenu global soumis à l'AVS. Parallèlement, seuls 16,5% des rentes sont versées à des étrangers. Mais en y regardant de plus près, on constate que les statistiques ne disent rien des droits de rente que les étrangers s'assurent avec leurs cotisations actuelles. De surcroît, le versement de rentes à l'étranger augmente les frais d'administration et de contrôle.

L'assurance-invalidité (AI) n'affichait que des déficits légers jusqu'au début des années nonante. En l'an 2000, cependant, le découvert annuel a atteint 1,4 milliard de francs et fin 2009 la dette cumulée se montait à 14 milliards. Le taux de quelque 35% d'étrangers parmi les rentiers AI est largement supérieur à la part des étrangers par rapport à la population totale, soit 22%. Deux études réalisées fin 2009 sur mandat de l'OFAS confirment que des personnes originaires de Turquie, d'ex-Yougoslavie ainsi que d'Espagne,

d'Italie et du Portugal perçoivent proportionnellement beaucoup plus de rentes AI que les Suisses. L'immigration incontrôlée de ces dernières années ébranle également l'assurance-chômage. Cette institution fait des déficits par milliards, si bien que sa dette atteignait quelque 7 milliards de francs en juillet 2010. Chez les chômeurs également, la proportion d'étrangers est disproportionnée par rapport à leur part à la population totale: 44,5% fin avril 2011 contre 22%, soit le double. Il suffit à un citoyen UE d'avoir travaillé un seul jour en Suisse pour avoir droit aux prestations complètes de l'assurance-chômage à condition qu'il ait versé des cotisations de chômage durant au moins un an dans un pays UE. Il a donc en principe droit aux mêmes prestations après un jour de travail qu'un Suisse après avoir cotisé pendant 12 mois.

L'assurance-maladie n'a pas non

plus été épargnée par ce développement. Les chiffres annoncés par les autres institutions sociales permettent de conclure qu'une part disproportionnée des contributions pour la réduction des primes profite aux étrangers. Autre constat: un nombre croissant de ressortissants UE se font soigner en Suisse et leurs factures restent parfois impayées pendant des années. Des factures

ouvertes pour un montant global de 183 millions de francs ont été enregistrées en 2009. A eux seuls, les intérêts de cette dette atteignent 4,1 millions de francs. C'est dire que la migration contribue à la hausse des primes d'assurance-maladie et des coûts pour l'Etat, les cantons notamment.

En 2009, la quote-part de l'aide sociale chez les étrangers vivant en Suisse atteignait 6,1%, soit trois fois plus que chez les Suisses (2%). En d'autres termes, 45,3% des bénéficiaires de l'aide sociale suisse étaient des étrangers!



Yvette Estermann s'est exprimée devant les délégués réunis à Einsiedeln. Par sa motion pour l'introduction d'un système à points pour les immigrants, elle s'est montrée proactive au Parlement.

e l'immigration

Il faut que la Suisse retrouve les moyens de contrôler quantitativement et qualitativement l'immigration. C'est capital pour notre pays.

Avec l'introduction de la libre circulation des personnes, la Suisse a renoncé à tous les instruments de gestion de l'immigration. Depuis, la statistique de l'immigration explose. On en connaît les principaux chiffres. Ils sont effrayants: 157 271 nouvelles autorisations de séjour et d'établissement ont été accordées durant l'année record 2008. En quatre ans seulement, la population de la Suisse s'est accrue en chiffres nets de 330 000 personnes. Une image pour illustrer ce développement: chaque année l'équivalent de la population de la ville de St-Gall s'est installé sur le Plateau suisse.

Tous les pronostics établis jusqu'ici se sont révélés faux. Ce constat ne concerne pas seulement les politiques, y compris le Conseil fédéral; même les experts les plus qualifiés ont massivement sous-estimé les effets de la libre circulation des personnes. Aucun expert n'a, par exemple, su prédire – ne fût-ce que partiellement – la forte immigration en provenance d'Allemagne.

Nombre de citoyennes et de citoyens ont cru que la libre circulation était nécessaire pour faire venir la main-

d'œuvre dont la Suisse a besoin. Une absurdité: nul besoin d'un traité international pour permettre à des gens d'immigrer. Ou encore les votants ont-ils cru que la libre circulation

risations de séjour ordinaires soit sapé par la multiplication des autorisations de courte durée.

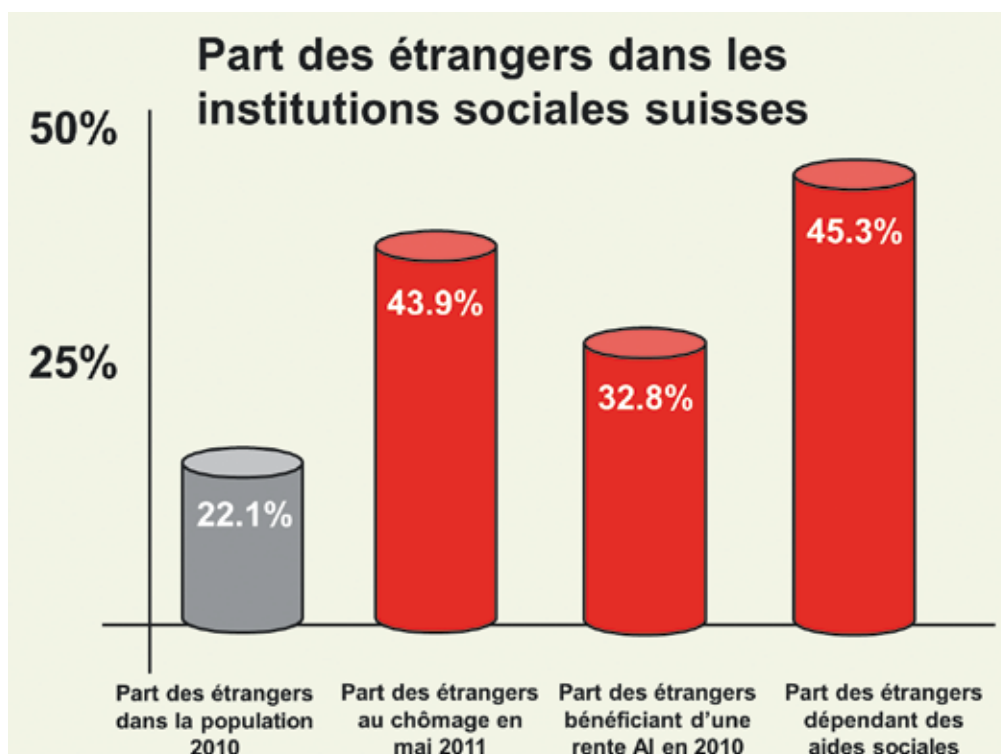
Quels sont les critères?

Lorsqu'on fixe des contingents et des plafonds, il faut bien entendu se demander selon quels critères ces limitations doivent être définies. On se contentera d'inscrire dans la Constitution fédérale le principe selon lequel l'immigration en Suisse n'est possible qu'en présence d'une offre d'emploi correspondante et si le demandeur répond à certaines exigences personnelles.

Tous les détails du projet devront être définis au niveau de la loi en cas

d'acceptation de l'initiative. Le fait est que toute limitation concrète de l'immigration contrevient à l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE. Aussi longtemps que tous les ressortissants de l'UE, soit plus que 500 millions de personnes, ont un droit établi à venir en Suisse aux conditions fixées par l'accord, notre pays ne peut pas imposer des plafonds et des contingents.

Cette initiative n'est pas «la fin de la voie bilatérale». Dans le pire des cas, il faudrait adapter quelques accords bilatéraux. Mais c'est là un petit problème face aux importantes conséquences négatives d'une immigration incontrôlée.



En Suisse, les étrangers totalisent 22.1% de la population. Pourtant, 45.3% des coûts des institutions sociales sont dûs aux étrangers. Les étrangers sont donc surreprésentés. L'UDC veut en finir avec le minage de nos institutions sociales.

des personnes avait un rapport avec l'ouverture des marchés. C'est encore faux: le libre-échange et la libre immigration sont deux choses fondamentalement différentes.

Plafonds et contingents

Maîtriser et contrôler signifie forcément aussi limiter. La Suisse doit retrouver la possibilité de fixer des contingents. C'est exactement ce que réclame le projet d'initiative populaire. La Suisse fixera des plafonds annuels pour les autorisations de séjour. Il faudra aussi veiller à empêcher que cette disposition ne soit contournée. Toutes les catégories d'étrangers devront être impliquées. Il faut éviter que, par exemple, le contingentement des auto-

10 Rétrospective de la session

Sortie du nucléaire irréfléchie



Contre tout bon sens et sur la base du seul principe de l'espoir, le National a décidé, à une majorité des deux tiers et contre la volonté de l'UDC, de sortir du nucléaire. Par conséquent, aucune centrale nucléaire ne sera plus construite à l'avenir, alors que les centrales existantes resteront dans le réseau jusqu'à la fin de leur durée d'exploitation. Au début du débat, l'UDC a mis en garde contre l'hystérie et les décisions prématurées. La décision d'abandonner l'atome ne peut être prise que sur la base de chiffres fiables et réalistes et au moyen de projets et mesures concrets. Or nous ne disposons à l'heure actuelle ni de l'un, ni de l'autre et encore moins d'une stratégie claire du DETEC. Par une décision aussi irresponsable et irréfléchie, qui générera chaque année des coûts chiffrables en milliards, les autres partis mettent en danger, à la légère, la place économique suisse, nos places de travail ainsi que la sécurité de l'approvisionnement. Plus d'impôts et d'émoluments, des interdictions et subventions supplémentaires ainsi qu'une forte dépendance de l'étranger dans le domaine de l'énergie en seront les conséquences.

Le seul point positif du débat a été l'acceptation de la motion de Hans Rutschmann (UDC/ZH) visant à supprimer le droit de recours des associations pour les projets énergétiques. Reste maintenant à voir si le Conseil des États approuvera lui aussi cette motion. Celle-ci forcerait enfin les partisans de la sortie à apporter la preuve par les faits et à mettre un terme à leurs tactiques insensées pour faire traîner les procédures et à leurs oppositions concernant le développement des énergies renouvelables.

Débat UE



Tant le National que le Conseil des États ont mené un débat, initié par l'UDC, sur le thème «politique européenne et bilatérales III». Suite à celui-ci, le retrait de la demande d'adhésion à l'UE demandé par la fraction UDC dans une motion a été clairement rejeté par les deux Chambres et par tous les autres partis. Il semble donc que seule l'UDC soit sérieuse dans son refus d'adhérer à l'UE.

L'abolition du principe du Cassis de Dijon requise par Erich von Sieben-thal a également été rejetée.

Un net refus a par ailleurs été opposé aux deux motions de l'UDC demandant des renégociations de Schengen pour regagner la souveraineté dans l'octroi des visas et pour réintroduire les contrôles aux frontières.

Une motion de Rudolf Joder pour l'interruption des négociations sur le libre-échange agricole avec l'UE a en revanche été acceptée par 101 voix contre 73.

De même, un postulat de Hans Fehr (UDC/ZH) sur les conséquences de l'adaptation obligatoire à Schengen a trouvé l'appui de la majorité au Conseil national.

Pour l'armée



Le Conseil des États souhaite accélérer l'achat de 22 nouveaux avions de combat et exige avec le soutien de l'UDC une armée plus forte et plus chère que ce qu'a proposé le Conseil fédéral. Selon ses décisions, elle devrait à l'avenir compter 100'000 hommes. Le Conseil ne fixe pas précisément les coûts de cette armée. Alors que le Conseil fédéral souhaite limiter les coûts à 4,4 mrd. CHF, le modèle du Conseil des États devrait générer des coûts de l'ordre de 5 mrd. CHF.

Comme le souhaitait l'UDC, le Conseil national a approuvé, en tant que première chambre, le programme d'équipement de 430 mio. CHF.

Les deux Chambres ont toutefois approuvé, contre la volonté de l'UDC une prolongation de l'intervention de Swissscoy jusqu'à 2014, dans un premier temps. Les Chambres ont même donné leur feu vert à un renforcement des effectifs de la troupe au Kosovo. Le Conseil fédéral peut augmenter l'effectif maximal de l'unité de 80 personnes, soit un total de 300. L'UDC et les Verts ont lutté en vain contre ce projet.



Tous à la première landsgemeinde des motards!



«Liberté au lieu
de chicaneries»



Samedi, 17 septembre 2011

Parking près du restaurant Raten, Oberägeri / ZG

- Arrivée entre: 10h30 et 11h30
- Landsgemeinde: 12h00 à 13h30

Date de réserve en cas de mauvais temps: samedi, **24.9.2011**

Infos sur la tenue de la manifestation la veille au soir dès 20h00 au tél. 1600,
rubrique: manifestations publiques, toute la Suisse, titre: landsgemeinde des motards

Musique
country & rock
Boissons &
collations

INSCRIPTION

www.landsgemeinde-moto.ch



12 Conseil des Etats

Le retrait de la demande d'adhésion à l'UE reste lettre morte aux Etats

L'appel réitéré de mon collègue au Conseil des États Maximilian Reimann, qui demande à ce que la demande d'adhésion à l'UE déposée par la Suisse en 1992 soit enfin retirée, ne trouve toujours aucun écho au Conseil des États, où sa motion n'a pratiquement été soutenue que par l'UDC. La Chambre haute perd ainsi l'occasion d'afficher une attitude claire vis-à-vis de l'UE et de respecter et d'appliquer enfin la volonté populaire des citoyens suisses.



par Alex Kuprecht, conseiller aux Etats, Pfäffikon (SZ)

Apparemment, certains parlementaires sont de plus en plus indifférents à la volonté du peuple exprimée dans les urnes. On peine à expliquer autrement pourquoi la grande majorité du Conseil des États vient à nouveau de laisser passer l'occasion de tenir compte du désir maintes fois exprimé par le peuple souverain et, en conséquence, de révoquer définitivement la demande gelée d'adhésion à l'UE.

Depuis le Non à l'EEE en 1992, la population suisse s'est prononcée plusieurs fois en fa-

veur de la voie bilatérale et c'est ce but que le peuple suisse veut poursuivre. De même, les milieux économiques s'opposent fermement à une adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral assure certes que la question d'une adhésion à l'UE n'est pas d'actualité. Au vu de la politique de rapproche-

ment qu'il pratique, on peut toutefois entrevoir ses objectifs à moyen ou long terme.

Ainsi, malgré des professions de foi de toutes parts, la motion de Maximilian Reimann exigeant le retrait immédiat de la demande d'adhésion à l'UE déposée à Bruxelles en 1992 n'a pas trouvé de majorité au Conseil des États. Le soutien à la revendica-

Conseil des États, de sorte à ce qu'il soit possible, au cours de l'une des sessions à venir, de franchir ce pas sans le soutien des autres partis ou, également envisageable, l'UDC tente de soumettre la question au peuple dans une votation. Si une votation populaire a lieu à ce sujet, je suis confiant que la population suisse se prononcera clairement en faveur du retrait de la demande d'adhésion à l'UE, qui aurait dû être effectué de longue date.

Notre indépendance, la neutralité armée, le fédéralisme à tous les niveaux ainsi que la démocratie directe ne sont purement et simplement pas UE-compatibles. Et comme la majorité de la population suisse ne souhaite pas abandonner ces précieux acquis, une adhésion à l'UE est hors de question, du moins pour celles et ceux qui ont le droit de vote.



Sans surprise, le Conseil des Etats a rejeté le retrait de la demande d'adhésion à l'UE. La coalition des partis du centre - qui déclarent publiquement ne pas vouloir de l'adhésion à l'UE - a pourtant voté contre le retrait, tel que l'exigeait l'UDC.

tion légitime de M. Reimann émanait presque exclusivement des rangs de l'UDC.

Du point de vue de l'UDC, deux variantes possibles entrent en principe en considération. Soit l'UDC parvient à renforcer sa position, y compris au

Le Conseil des États, et en premier lieu les partis détenant la grande majorité dans cette Chambre, à savoir le PDC (16 sièges) et le PLR (12 sièges), soit 28 sièges au total, ont une fois de plus failli en ne respectant pas la volonté des citoyens.

Le groupe UDC en visite à la vallée de Tourtemagne

La traditionnelle excursion du groupe parlementaire UDC a mené nos parlementaires en Valais et plus précisément dans la vallée de Tourtemagne. La grande famille UDC a eu le plaisir d'assister à un combat de reines afin de s'imprégner de l'esprit combatif en cette année électorale. Puis, le groupe parlementaire a pu profiter avec ses hôtes d'une excellente raclette valaisanne et de grillades. Comme attendu et espéré, l'excursion de cette année a été un grand succès.



Le combat des reines a réjoui les invités et a su capter leur intention. Parmi eux, Elmar Bigger, conseiller national saint-gallois et Oskar Freysinger étaient particulièrement attentifs.



Le président de l'UDC du Haut-Valais Franz Ruppen s'est beaucoup investi avec le comité d'organisation afin d'organiser un bel accueil aux parlementaires.



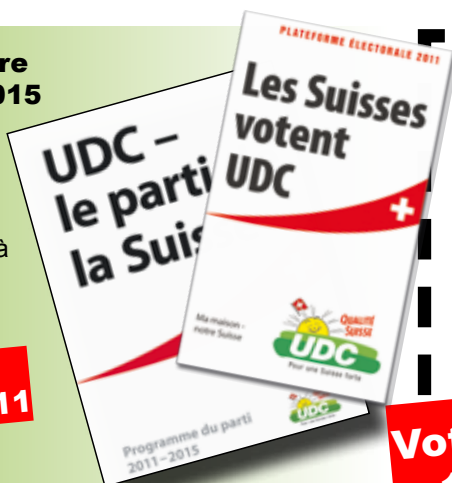
Le chef du groupe a salué les parlementaires depuis la vallée de Tourtemagne. Derrière lui, Lukas Jäger, le président de la commune, a également tout mis en oeuvre pour assurer un bel accueil.

14 Plateforme électorale UDC

Commandez maintenant votre programme du parti 2011-2015 et votre plateforme électorale 2011

Commandez votre programme du parti au **031 300 58 58** ou par e-mail à **gs@svp.ch**.
De même, téléchargez le programme sur **www.udc.ch**.

NOUVEAU: Plateforme électorale 2011



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par
10'000 lecteurs pour Fr 1'000.-**

Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires		
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Périodicité:	mensuelle	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Crédit photo	Page 3: © UDC Suisse
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

Commandez en ligne:

www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50 fiches	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... français	... allemand

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Contrat avec le peuple

Samedi, 27 août au Théâtre 11,
Thurgauerstrasse 7 à Zurich-Oerlikon

Nous invitons les délégués de l'UDC Suisse et tous les membres du parti à l'ouverture de la campagne électorale. Les candidates et candidats UDC au Conseil national et au Conseil des Etats signeront le Contrat avec le peuple. Ils attestent ainsi leur promesse électorale faite au peuple de s'engager pour une Suisse libre et indépendante.

Déroulement du programme:

dès 10h00	Ouverture des portes
11h00	Début de la partie politique en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer et de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher avec de nombreux divertissements
12h45	Fin conviviale de la manifestation avec musique, collations et boissons

N'oubliez pas ce lancement de la campagne!
Le nombre de places est limité. Commandez
dès à présent votre carte d'invité auprès d'
info@udc.ch

L'UDC à l'écoute des citoyennes et citoyens romands

Vendredi, 19 août 2011 à Château-d'Oex, Halle Landi

Nous invitons tous les membres, sympathisants, amis et électeurs de l'UDC à rejoindre nos candidates et nos candidats de la Suisse romande pour déguster, en leur compagnie, une „Fondue géante, cuisinée au feu de bois“. Nous nous réjouissons de rencontrer les citoyennes et citoyens qui ont à cœur de défendre une Suisse indépendante et une démocratie directe vivante.

Déroulement du programme:

dès 17h45	Réunion devant la Halle Landi de Château-d'Oex
18h30	Début de la partie politique avec notamment le Chef du groupe UDC aux chambres fédérales Caspar Baader, le Vice-Président Yvan Perrin et les représentants de tous les cantons romands
19h15	Partie festive avec ambiance folklorique
19h30	Dégustation de la fondue avec nos candidates et nos candidats
21h30	Fin de la manifestation

Les Suisses votent UDC

UDC Suisse, www.udc.ch, info@udc.ch, tél. 031 300 58 58, CCP: 30-8828-5





Plus pour votre argent
www.kia.ch

LES MODÈLES SPÉCIAUX seven

AVEC 7 ANS DE GARANTIE!



Les modèles à succès «Seven»:
dès maintenant, Kia propose la série
spéciale limitée «seven» avec une
plus-value jusqu'à CHF 5 200.- au prix
de CHF 1 787.-, 7 ans
de garantie inclus!

Plus d'informations auprès
de votre partenaire Kia
ou sur www.kia.ch



PICANTO_SEVEN
1.0 L 12V MAN. 62 CH
CHF **16 777.-**

Picanto_seven
1.0 L 12V 62 CH CHF 16 777.-
avec boîte manuelle à 5 vitesses
1.1 L 12V 65 CH CHF 18 777.-
avec boîte automatique à 4 rapports
Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 3 368.- pour CHF 227.-!

RIO_SEVEN
1.4 L 16V MAN. 97 CH
CHF **19 777.-**

Rio_seven
1.4 L 16V 97 CH CHF 19 777.-
avec boîte manuelle à 5 vitesses
1.6 L CVT 112 CH CHF 22 777.-
avec boîte automatique à 4 rapports
Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 3 788.- pour CHF 527.-!

Venga_seven
1.4 L CVT 90 CH CHF 22 777.-
1.6 L CVT 125 CH CHF 23 777.-
également avec boîte automatique à 4 rapports
1.6 L CRDI 128 CH CHF 26 777.-
Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 5 200.- pour CHF 1 787.-!

VENGA_SEVEN
1.4 L CVT MAN. 90 CH
CHF **22 777.-**



CEE'D_SEVEN 5-DOOR
1.4 L CVT MAN. 90 CH
CHF **22 777.-**

cee'd_seven 5-DOOR
& **cee'd_seven_sw**
cee'd_seven 5-DOOR
1.4 L CVT 90 CH CHF 22 777.-
1.6 L CVT 125 CH CHF 23 777.-
1.6 L CRDI 115 CH CHF 26 777.-
cee'd_seven_sw
1.4 L CVT 90 CH CHF 23 777.-
1.6 L CVT 125 CH CHF 24 777.-
1.6 L CRDI 115 CH CHF 27 777.-
tous les modèles 1.6 L également avec boîte autom.
Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 5 130.- pour CHF 1 787.-!



CEE'D_SEVEN_SW 1.4 L CVT MAN. 90 CH CHF **23 777.-**



Consommation mixte (l/100 km) - cycle de rendement énergétique (g/km CO₂) - moyennes de toutes véhicules (g/km CO₂)
Modèles Seven: Picanto 1.0 L 4A (A, 114) 1.1 L aut. 5.0 (6, 142) Rio 1.4 L 5.0 (6, 142) 1.6 L aut. 5.5 (6, 144)
Venga 1.4 L 5.0 (6, 142) 1.6 L man./aut. 5.2 (5, 136) 1.6 L CRDI 4.5 (4, 119)
cee'd 5-door 1.4 L 5.5 (A, 132) 1.6 L man./aut. 5.0 (5, 130) 1.6 L CRDI 4.5 (4, 119)
cee'd_sw 1.4 L 5.7 (A, 135) 1.6 L man./aut. 5.0 (5, 130) 1.6 L CRDI 4.5 (4, 119)
7 ans de garantie d'origine. Prix nets recommandés, TVA suisse.

KIA Motors SA
5745 Safenwil
062 788 88 99